

IMPACTS SOCIO-ECONOMIQUES ET SUR LE TRANSPORT MARITIME DE LA PANDEMIE COVID19 EN AFRIQUE CENTRALE.

NICE MICHÉE ISSANG¹

RÉSUMÉ

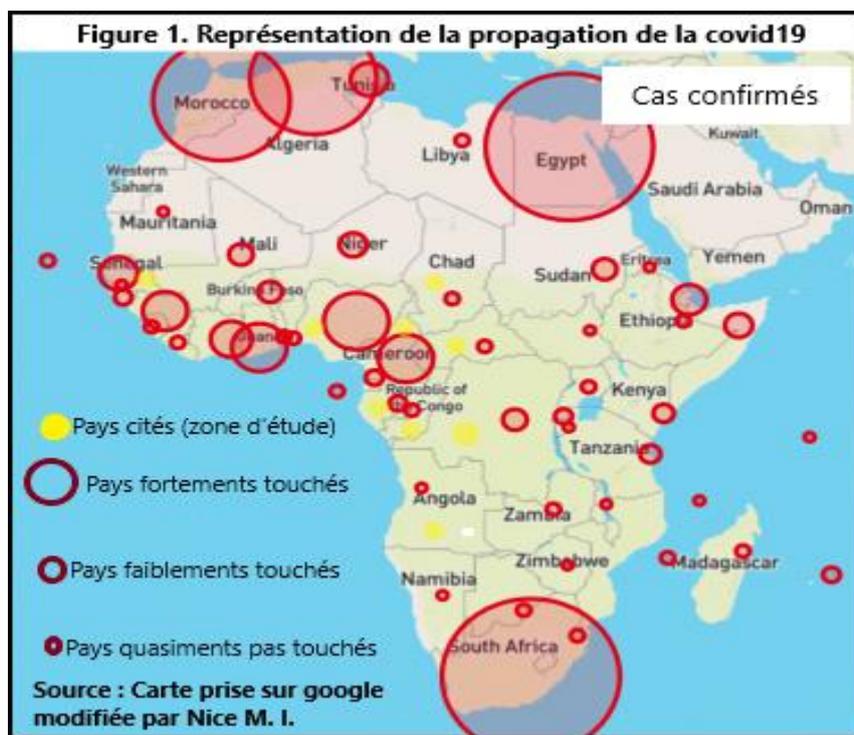
La covid19 est une maladie infectieuse émergent de type virale découvert récemment et pouvant entraîner la mort. L'identification de cas de la pandémie COVID-19 dans un pays suscite, de la part des autorités gouvernantes, des décisions de riposte afin d'endiguer sa propagation sur le territoire. En Afrique centrale, la maladie coronavirus a été déclarée en mars 2020. Face à cette prompt évolution et à la menace d'une contamination à grande échelle susceptible de paralyser l'économie de la sous-région, les Gouvernements ont dû réagir rapidement. C'est ainsi qu'au cours du même mois, il a été déclaré l'état d'urgence et instauré une série de mesures de lutte contre la propagation de la maladie. Ces mesures touchent le fonctionnement du secteur formel dans sa globalité et le secteur informel² en particulier, bouleversant et mettant en position de faiblesse les structures du système socio-économique des pays. Les différents gouvernements avec l'appui technique et financier des Nations Unies ont initié la réalisation d'une étude pour évaluer l'ampleur des impacts de la COVID-19 sur divers secteurs et disposer de statistiques exhaustives et fiables pouvant aider à la prise de décision et des mesures d'accompagnement aux pays axées autour des 03 volets : Humanitaire, Santé et Socio-économique impliquant l'ensemble des agences du système des Nations Unies en l'occurrence l'OCHA/BCAH pour le volet Humanitaire, l'OMS pour le volet Santé et le PNUD pour le volet socioéconomique. Cette démarche analytique des impacts a également impliqué les Institutions Financières Internationales notamment la Banque Mondiale, le FMI, la Banque Africaine de Développement, la Banque de développement des Etats de l'Afrique Centrale, l'Union Européenne etc. Ladite évaluation des répercussions de la pandémie COVID-19 en Afrique Centrale a été conduite pour permettre aux gouvernements de répondre

¹ Doctorante en géographie. Université de Nantes (France), UMR 6454 LETG, email : inicemichée@yahoo.fr

² Selon la résolution de la 15ème Conférence internationale du travail, le secteur informel est défini comme « l'ensemble des petites activités indépendantes, avec ou sans travailleurs rémunérés, exercées typiquement avec un faible niveau d'organisation et de technologie, ayant pour objectif principal de créer des emplois et des revenus à ceux qui y participent ; dans la mesure où ces activités sont menées sans approbation officielle des autorités et échappent aux mécanismes administratifs chargés de faire respecter la législation sur les impôts et le salaire minimum et d'autres instruments similaires concernant les questions fiscales et les conditions de travail, elles sont dissimulées » (BIT, 1993). En d'autres termes plus simples, le secteur qui paie des impôts au Ministère des finances, entre autre la taxe sur la valeur ajoutée, est considéré comme formel. Par contre, le secteur informel ne paie pas ces taxes, mais paie généralement une contribution journalière ou mensuelle à l'administration locale du marché.

de façon adéquate aux conséquences économiques et sociales, conjugué par des mesures concrètes de mitigation immédiates à court, moyen et long terme.

Mots clés : Pandémie covid19, impact, socio-économique, importation et exportation, Afrique centrale.



I- Introduction.

A- Contexte général et problématique de l'étude.

L'épidémie COVID-19 est apparue dans un contexte caractérisé par une relative faiblesse de l'activité économique mondiale avec un taux de croissance de 2,4% et devrait atteindre 4,9% en 2020³ mais une croissance qui a été contrecarrée par la propagation du virus et qui a conduit à envisager l'entrée en récession de l'économie mondiale en 2020.



³ Mise à jour des perspectives de l'économie mondiale, WEOupdateJune2020, site : www.imf.org

En Afrique subsaharienne, la croissance devait, selon les "Perspectives économiques régionales" annoncées par le FMI en octobre 2019, se maintenir à 3,2% en 2019 et s'accélérer à 3,6% en 2020. Le même optimisme a été manifesté par la Banque africaine de développement qui, dans son rapport sur les "Perspectives économiques en Afrique" en 2020, annonçait que le taux de croissance du PIB réel, estimé à 3,4% pour 2019, devrait s'accélérer pour atteindre 3,9% en 2020 et 4,1% en 2021. Cependant, les perturbations généralisées provoquées par la pandémie de COVID-19 ont rendu nécessaire la reconsidération de ces perspectives. Ainsi, dans la parution d'avril 2020 des "Perspectives économiques régionales, Afrique subsaharienne", le FMI⁴, tenant compte de la crise sanitaire et économique sans précédent qui menace de faire trébucher la région et d'inverser les progrès encourageants constatés ces dernières années, projette une contraction de 1,6% de l'économie de la région en 2020⁵.

Face au risque sanitaire, les gouvernements, tout en supportant les coûts des soins curatifs et de prise en charge des personnes infectées, ont pris des mesures drastiques visant à endiguer la progression de la pandémie et à en atténuer les effets. Ces mesures à caractère préventif ont eu des répercussions sur l'économie mondiale, particulièrement celle de l'Afrique Centrale, qui est notre zone d'étude. Alors, quel est l'ampleur de ces répercussions ?

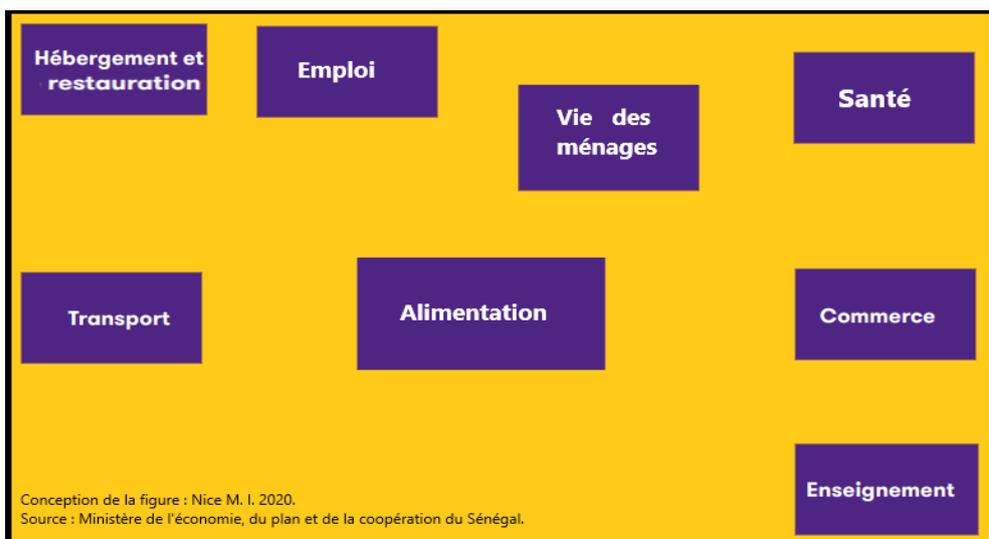
B- But et méthodologie de l'étude.

Le présent document a pour but d'analyser les conséquences de la pandémie COVID-19 en Afrique Centrale sur le plan socio-économique (I), ensuite sur les pays pétroliers Africains (II) et enfin sur le trafic maritime (III). Au cours de notre étude, nous déclinons ses conséquences non seulement de manière générale mais en citant plus précisément les cas de certains pays d'Afrique.

⁴ FMI, Bilan sur la stabilité financière dans le monde (Avril 2020)

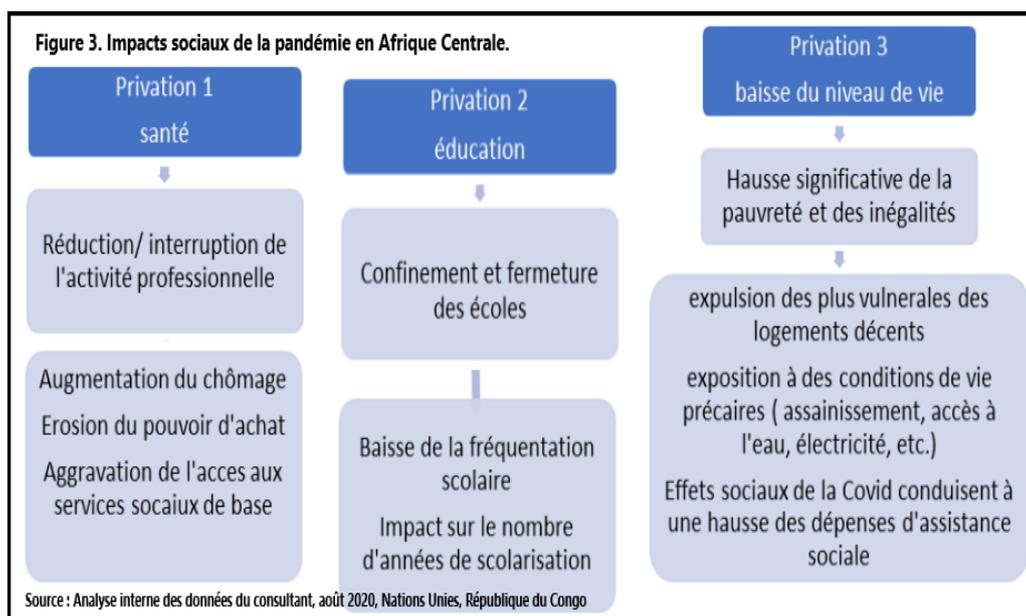
⁵ www.who.int/covid-19/information
www.imf.org imf-and-covid19.

Figure 2 : Facteurs les plus affectés par la pandémie en Afrique Centrale.



II- IMPACTS SOCIO-ECONOMIQUES EN AFRIQUE CENTRALE

A- Impacts sur la santé.



La crise COVID-19 étant avant tout sanitaire, de nombreux impacts ont été identifiés dans ce domaine. Il s'agit : De l'augmentation de la peur des personnels de santé, de la stigmatisation des services de santé, la baisse de la fréquentation des formations sanitaires, de la mauvaise communication sur la pandémie créant la phobie des hôpitaux, du risque d'accroissement des dépenses catastrophiques de santé, la perturbation de certains

programmes de santé (VIH/SIDA, PEV), la baisse de l'offre⁶ en matière de santé sexuelle et des consultations⁷. Les conséquences de cette pandémie montrent à quel point le cadre sanitaire est défaillant en Afrique.

B- Impacts sur les populations vulnérables.

En dehors des impacts relatifs à la santé et à l'éducation qui affectent davantage les populations vulnérables que d'autres franges de la population⁸, les impacts les concernant de façon spécifique se résument à la réduction, voire l'interruption de l'activité du chef de ménage, la baisse du revenu et du pouvoir d'achat des ménages⁹. C'est notamment le cas des ménages en insécurité alimentaire dont le pourcentage est passé de 7,6 % à 30,8 % et leurs sources de revenus reposent sur le secteur informel à l'instar de l'Afrique de l'Ouest¹⁰.

A Brazzaville (Congo) par exemple, le revenu moyen des ménages qui était évalué à 695 US dollars par mois avant la pandémie, a chuté à moins de 400 US dollars par mois au cours du premier semestre de l'année 2020¹¹. Une baisse de revenu qui a eu des conséquences importantes sur l'équilibre quotidien des conditions de vie des ménages.

⁶ LADNER J., GIARD J. (2020), La pandémie de Covid-19 : une opportunité pour développer la formation en santé mondiale, Rouen.

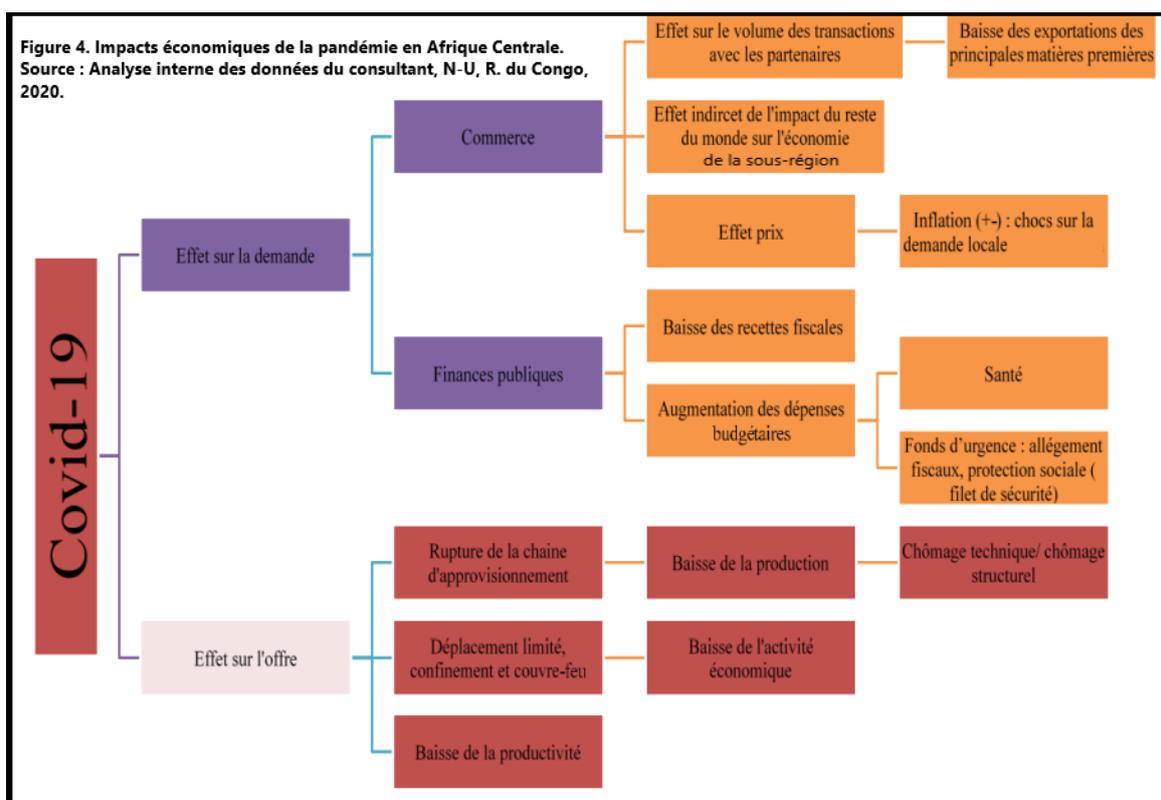
⁷ PAI (2020), Réduire les impacts du Covid-19 sur la santé et les droits sexuels et reproductifs dans les pays à faible et moyen revenu, un appel à l'action de la société civile, Washington.

⁸ PAM/Analyse Globale de la Sécurité Alimentaire et de la Vulnérabilité (AGSAV) 2014).

⁹ INS, UNICEF (2020), Analyse de la pauvreté multidimensionnelle en Afrique

¹⁰ INS, 2020, Résultats de l'enquête sur l'emploi, le secteur informel et sur la consommation des ménages / Bilan global de l'enquête.

¹¹ Ministère du Plan, de la Statistique et de l'Intégration régionale. Institut National de la Statistique, République du Congo, les comptes nationaux, sept. 2020



C- Impacts sur les entreprises.

Le principal impact de la pandémie sur les entreprises du secteur formel (tableau 1) est en baisse d'activité, celle-ci va de 34% à 76% pour les entreprises dont l'activité a été jugée indispensable ou essentielle¹² par le gouvernement¹³, et de 77% à 96% pour les entreprises exerçant des activités non essentielles¹⁴.

Au Congo par exemple, il résulte de cette baisse d'activité une réduction du chiffre d'affaire et la mise en chômage technique de nombreux employés (soit 25,2% des employés pour les entreprises affiliées à UNICONGO¹⁵, l'un des patronats du Congo¹⁶).

¹² Sont considérées comme essentielles dans le cas d'espèce, les activités agricoles, l'élevage, la pêche, la banque, la foresterie, les industries alimentaires, voir décret 2020-99 du 1er avril 2020 pour plus de détails.

¹³ Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (avril 2020), le Covid-19 en Afrique. Sauver des vies et l'économie.

¹⁴ Sont considérées comme non essentielles, les activités des branches suivantes : Automobile, Assurance, BTP, Commerces non essentiels, Hôtels et restaurants non réquisitionnés, industrie métallurgique.

¹⁵ UNICONGO (2020), Crise du corona- virus (Covid-19) en République du Congo : impact économique et social sur les entreprises d'UNICONGO, avril.

¹⁶ CNSEE (2020), Enquête sur l'emploi et le secteur informel au Congo

Quant à l'impact sur les entreprises du secteur informel, plus qu'une baisse d'activité, c'est plutôt une interruption d'activité qui a été enregistrée avec pour corollaire la perte de revenu au Congo¹⁷, en République Démocratique du Congo (RDC) et en RCA¹⁸ (figure 4).

Au Cameroun par exemple, dans une étude plus récente portant un échantillon de plus 250 entreprises, le GICAM¹⁹ affirme que 96,6% des entreprises du pays sont impactées négativement par la pandémie. Des filières économiques comme celle de la tomate (baisse des prix déifiant toute concurrence à des cageots de tomates invendus : illustration image) ou encore l'hôtellerie – restauration sont totalement en crise²⁰, avec la fermeture des frontières cette filière est l'une des plus touchées actuellement dans le pays.

Source : Cliché du journal camerounais, cageots de tomates.



Branches considérées comme essentielles	Evolution de l'activité mars / avril 2020	Salariés	
		En activité en avril 2020	Mis en chômage technique ou licenciés
<i>Banques</i>	-53%	46%	11%
<i>Commerces essentiels</i>	-58%	42%	15%
<i>Industries agroalimentaires</i>	-55%	36%	41%
<i>Maintenance tertiaire</i>	-69%	27%	39%
<i>Santé</i>	-61%	39%	22%
<i>Sécurité</i>	-3%	98%	0%
<i>Télécommunication et NTIC</i>	-47%	32%	36%
<i>Transport maritime et transit</i>	-34%	37%	28%
<i>Transport routier</i>	-76%	23%	45%

Source : UNICONGO

¹⁷ UNICONGO (2020) – Impact du COVID-19 sur les entreprises congolaises – édition du 5 mai 2020)

¹⁸ CEMAC (2020), Programme des réformes économiques et financières de la CEMAC.

¹⁹ Groupement inter patronal du Cameroun.

²⁰ Journal Le Monde Afrique Cameroun, l'économie camerounaise durement touchée par la pandémie, publié par Christian Eboulé, le 17 août 2020. Voir aussi www.information.tv5monde.com

D- Impacts sur l'agriculture et l'économie forestière.

L'un des effets des mesures d'endiguement de la pandémie est dans le secteur agricole, la rupture de la chaîne d'approvisionnement en intrants au niveau des marchands en provenance surtout de la république démocratique du Congo (RDC) vers le Congo²¹. Il en a résulté une hausse des prix de ces intrants qui, combinée à la limitation des déplacements s'est soldée par une baisse d'activité et de revenu (-50% dans l'activité maraîchère). Un autre impact de la pandémie dans la sous-région est l'augmentation de l'ordre de 13% au premier semestre de 2020 du coût des importations alimentaires essentiellement constituées de produits carnés (volaille, viande et abats, poissons, crustacées et mollusques) avec des conséquences sur la sécurité alimentaire²².

En effet, au Congo par exemple plus de 70% des besoins alimentaires sont couverts par ces importations²³ qui poussent le pays à débloquer chaque année plus de 600 milliards de FCFA²⁴. Dans la branche des industries agroalimentaires, le principal impact est la baisse du chiffre d'affaire allant jusqu'à 64% pour certaines entreprises spécialisées dans la fabrication de l'aliment de bétail à cause de la rupture des circuits d'approvisionnement en intrants de première nécessité²⁵ (maïs et soja).

Dans le domaine de l'économie forestière, il a été noté un recul des exportations de bois avec un arrêt complet enregistré au mois de mai 2020²⁶, une baisse importante des taxes forestières de l'ordre de 5 milliards de FCFA au cours du premier semestre de cette année 2020 ainsi que de nombreux licenciements et mises en congé technique (figure 4) qui ont frappé plus de 875 agents relevant de 11 sociétés forestières du Congo²⁷.

²¹ PNUD (2020), Covid-19, réponse intégrée du Pnud : préparation, riposte, relèvement, New York.

PNUD (2020), Guinée : Plan d'appui du SNU à la résilience et au relèvement socio-économique.

²² BOURSE F. et al. (2020), Crise du Covid-19: quels scénarios pour les 18 prochains mois ? Éd. Futuribles.

²³ BEAC, (2013), rapporté dans CNUCED, Examen de la politique de l'investissement de la République du Congo, Genève, décembre 2014

²⁴ Boukoulou H. (2018), Note technique : projet de création de l'agence de développement du secteur agricole et rural au Congo, FAO, Brazzaville

²⁵ Bitsoumanou J., Martin G. (2020) L'impact de la crise de Covid-19 sur les systèmes alimentaires locaux du Congo et la réponse des institutions, FAO, Rome.

²⁶ Ministère de l'économie forestière : Politique forestière nationale 2014-2025.

²⁷ FAO 2020, Brazzaville (208). Analyse de l'impact socio-économique des principaux produits forestiers.

E- Impacts sur le commerce et ses services.

Le principal impact, en ce qui concerne le commerce et les services en Afrique Centrale, est la baisse d'activités (- 58% pour le commerce des produits essentiels ; -95% pour les produits non essentiels ; -53% pour les banques ; -96% pour l'hôtellerie, etc. figure 4)²⁸. Une baisse des importations a également été observée. L'impact sur les prix est contrasté²⁹ (tableau 2 : cas du Congo). Par contre, la pandémie n'a pas eu d'impact sur les stocks Congolais (médicaments, produits pétroliers, etc.)³⁰.

Tableau 2. Prix des denrées alimentaires à Brazzaville, au premier trimestre 2020.

Produit	Unité	Prix 2019	Prix 2020		
			Janvier	Février	Mars
Riz (mixte, de faible qualité)	KG	532	532	518	786
Haricots (blancs)	KG	880	880	930	1100
Manioc (frais)	KG	491	491	518	622
Farine de manioc	KG	513	513	610	756
Huile (de palme)	L	800	800	700	850
Huile (végétale)	L	900	900	850	1000
Viande (bœuf)	KG	2500	2500	2500	3000
Poisson (fumé)	KG	5022	5022	3290	4460
Poisson (frais)	KG	2611	2611	1987	2747
Viande (poulet, congelée)	KG	750	750	750	850
Arachides (décortiquées)	KG	1204	1204	1055	863
Arachides (pâte)	KG	966	966	1102	1210
Farine de blé	KG	879	879	750	850
Plantains	KG	2078	2078	1845	1200
Pain	KG	963	963	938	990

Mais au Cameroun (marché chinois de Douala) depuis le déclenchement de cette crise sanitaire qui a causé une baisse d'activités commerciales (soit 22,9%)³¹, de nombreux commerçants ont peur de faire le voyage vers l'Asie pour aller s'approvisionner (figure 4). L'un des vendeurs au marché chinois de Douala répondant au nom de Jean-Louis déclare « je n'ai pas de nouveauté dans ma boutique et la clientèle demande toujours plus. S'il n'y avait pas eu coronavirus, je serai en chine ou en train de me préparer à partir afin d'acheter des marchandises, mais j'ai peur de contracter le virus ».

De plus, le vice-président du marché Maxime Kwindia Nzoupet confirme que les impacts de la pandémie commencent à se ressentir « avec la flambé des prix, les sacs que les consommateurs achetaient à 90.000 frs CFA (137 euros) sont dorénavant vendus à 100.000 frs, ce n'est pas négligeable » précise-t-il³².

²⁸ Banque africaine de développement (2019), Programme d'Appui aux Réformes Économiques et Financières, République du Congo, Abidjan, novembre

²⁹ Banque mondiale (2020), Bilan sur l'analyse de la pauvreté, l'éducation, l'emploi et la protection sociale pour une réduction durable de la pauvreté.

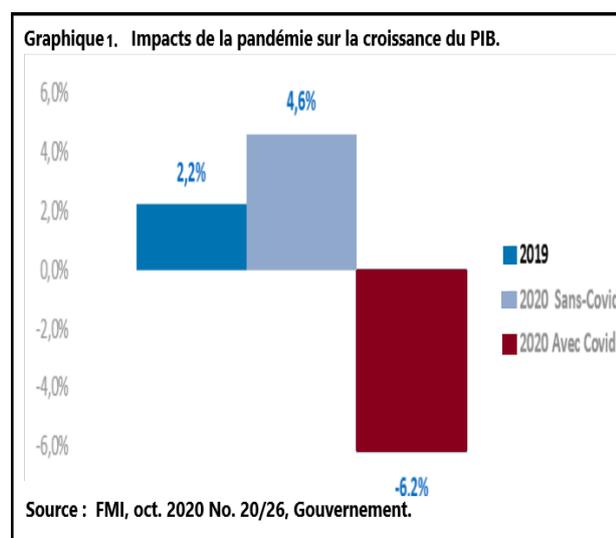
³⁰ Banque africaine de développement (2020), Perspectives économiques en Afrique centrale.

³¹ ANDRIANARISON F., NGUEM E. (2020), Effets socio-économiques potentiels du Covid-19 au Cameroun. Une évaluation sommaire.

³² Journal Le Monde Afrique Cameroun, crainte de rupture de stocks à Douala, publié par Josiane Kouagheu (Douala correspondance), le 18 mars 2020.

F- Impacts macroéconomiques.

Au Congo, selon les projections du comité de cadrage macroéconomique, le PIB a chuté de 6,2% en 2020, en dehors du secteur pétrole (-9,1%). Le taux d'inflation devrait rester en deçà du seuil communautaire de la CEMAC qui est de 3% et se situer à 2,1% en 2020, contre 2,3% en 2019³³. La loi des finances rectificative prévoit une réduction des ressources du budget général de 57,5% par rapport à la loi des finances initiale, dont -58,9% pour les recettes fiscales. Le taux de pression fiscale passe à 4,8%, contre 10,5% en 2019 dans le budget initial 2020. Les dépenses budgétaires ont été revues à la hausse (+5,8%) particulièrement, les dépenses d'investissement (52,3%) en vue surtout de renforcer le système de santé. Le solde budgétaire global qui était excédentaire dans la loi de finances initiale (+514,722 milliards de francs CFA) affiche un déficit de 779,74 milliards équivalant à 10% du PIB³⁴. Les soldes du compte courant et de la balance des paiements seraient déficitaires (respectivement -437 milliards et -835,9 milliards de francs CFA)³⁵. Enfin, on note une tendance à l'aggravation de la situation macroéconomique du pays (graphique 1).



Quant au Gabon³⁶, la situation du commerce extérieur s'est dégradée à -0,1 % à cause principalement de la détérioration des termes de l'échange (-4%) et de la baisse des exportations pétrolières d'un niveau équivalent à 26% du PIB. En ce qui concerne les finances publiques, les recettes totales ont chuté de 8 points passant de 30% du PIB sur la période 2010-2014 à 16,9% en 2018, suite à la baisse des recettes pétrolières de 17% à 9,2%.

³³ Ministère de l'Économie, de l'Industrie et du Portefeuille public (2020), Évolution macroéconomique en 2019 et perspectives pour 2020 (enquêtes).

³⁴ Ministère de l'Économie, ibidem (enquêtes).

³⁵ Ministère du Plan, de la Statistique et de l'Intégration régionale, Institut National de la Statistique, République du Congo, les comptes nationaux, sept. 2020

³⁶ PNUD juillet 2020, Bilan Impacts socio-économiques du coronavirus au Gabon.

Le retour à un solde budgétaire positif (1% en 2019 contre -4,9% en 2017) n'a été rendu possible que par une forte contraction des dépenses publiques, principalement les dépenses d'investissement public (4,2% du PIB en 2019), occasionnant ainsi le ralentissement de la croissance du secteur non-pétrolier qui dépend beaucoup de la commande publique (Etat).

Par ailleurs, l'apparition de la pandémie s'est répercutée à des degrés divers sur les pays du continent Africain. En 2019, la situation économique de l'Afrique subsaharienne était relativement stable, le continent avait alors réalisé une croissance économique modérée estimée à 3,1%, similaire à la performance de 2018³⁷. Mais avec l'arrivée de la crise sanitaire qui a perturbé l'économie de la région dans le marché mondial de pétrole avec une baisse spectaculaire de la demande externe dès le mois de février 2020³⁸ suite au fort recul de la production industrielle, la mise en pause du secteur des transports, en particulier le transport aérien, le ralentissement des échanges externes, la perturbation de la production conjuguée à la réduction de la demande interne/locale³⁹ en raison des mesures de confinement et d'atténuation, adoptées par les pays africains afin de limiter la propagation de l'épidémie.

III- IMPACTS SUR LES PAYS PETROLIERS AFRICAINS.

Le choc du Covid-19 sera particulièrement fort en Angola et au Nigeria, où les produits énergétiques représentent respectivement 88% et 76% des recettes d'exportation, et où les prix du pétrole budgétisés sont respectivement de 55 et 57 dollars par baril pour 2020⁴⁰. En effet, à peine sorti de l'ornière, le Nigéria risque d'entrer dans une nouvelle période de récession⁴¹. Le taux de croissance de PIB risque, ainsi, de chuter à -3,4%, en 2020, selon les prévisions du FMI, soit le niveau le plus bas jamais enregistré ces 10 dernières années⁴² (graphique 5).

³⁷ African Union. 2020. Impact of The Coronavirus (COVID 19) On The African Economy.

³⁸ Arezki, R & Nguyen, H. 2020. Faire face à un double choc : Covid-19 et prix du pétrole. Banque mondiale.

³⁹ Banque mondiale. 2020. La pandémie du Covid-19 (coronavirus) entraîne l'Afrique subsaharienne vers sa première récession depuis 25 ans. Communiqué de presse.

⁴⁰ Deloitte. 2020. COVID-19: Nigeria rolls out various regulatory and fiscal measures to provide relief.

⁴¹ Bloomberg. 2020. Nigeria's Banner Oil Hits \$12, Millions of Barrels Remain Unsold. Retrieved from: <https://www.bloomberquint.com/business/nigeria-s-banner-oil-hits-12-millions-of-barrels-remain-unsold> on 22 April 2020

⁴² International Monetary Fund (IMF). 2020b. Regional Economic Outlook – SubSaharan Africa: COVID-19: An Unprecedented Threat to Development.

Pays Africains de l'OPEP	Production de référence (en milliers de b/j)	Baisse	Quota production mai 2020	Variation
Algérie	1057	241	816	-23%
Angola	1528	348	1180	-23%
Congo	325	74	251	-23%
Guinée Equatoriale	127	29	98	-23%
Gabon	187	43	144	-23%
Nigéria	1829	417	1412	-23%
Total Afrique OPEP	5053	1152	3901	-23%

Source : Jeune Afrique/Reuters

L'Angola qui ne cesse de se heurter à un contexte macroéconomique difficile depuis le choc de 2014 verrait sa croissance économique chuter à -1,4%, en 2020, contre -1,5%, en 2019⁴³. Parallèlement à cela, l'Angola est également confronté à une réduction de près de 9% de sa production de pétrole depuis 2018, en raison du vieillissement des infrastructures pétrolières et de la faible performance des nouveaux gisements (Augé, 2020). Ces impacts économiques se répercuteront sur d'autres économies de la région dépendantes du pétrole, comme la République du Congo, la Guinée Equatoriale et le Tchad, où la baisse des prix du pétrole contribuera à la détérioration de la situation budgétaire (graphique 3).

En effet, des perturbations généralisées provoquées par la pandémie du Covid-19 ont déclenché une baisse importante de la consommation d'énergie à l'échelle mondiale⁴⁴ qui a fortement touché les marchés pétroliers⁴⁵. La rupture des négociations entre l'Organisation des Pays exportateurs de Pétrole et les pays alignés non membres de l'Organisation (OPEP+) a précipité une chute brutale et persistante des prix du pétrole⁴⁶.

⁴³ Augé, B. 2020. Coronavirus : un nouveau désastre à prévoir pour les pays pétroliers du golfe de Guinée. Policy Brief, Policy Center for the New South.

⁴⁴ Blazquez-Lopez, T. 2020. COVID-19 and an Oil Price Collapse: Impact on Energy Security in Africa – Challenges and Opportunities. April 22, 2020. Bryan Cave.

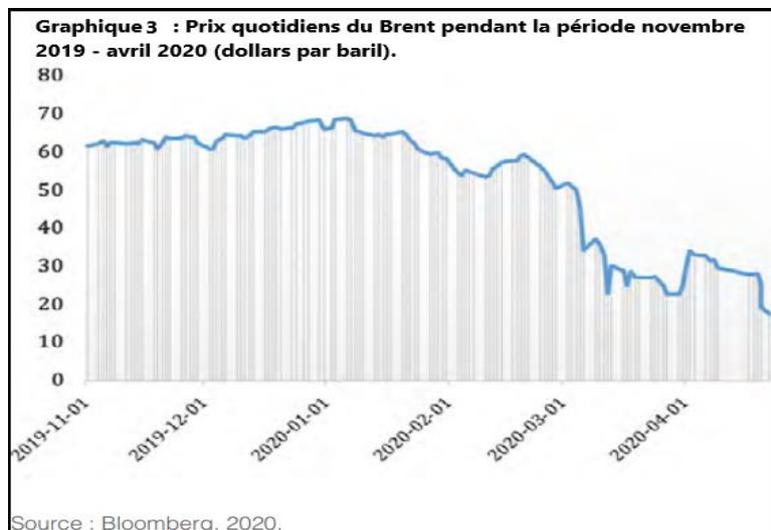
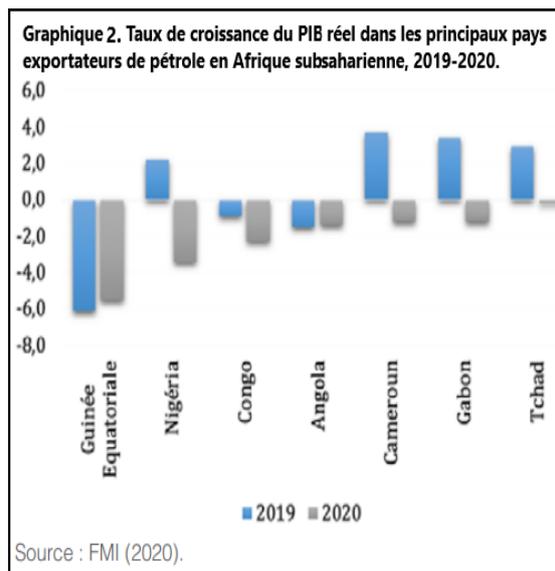
⁴⁵ International Energy Agency (IEA). 2020b. Oil Market Flagship Report- April.

⁴⁶ Covid-19 et prix du pétrole. Banque mondiale, ibidem.

En conséquence, les cours se sont effondrés d'environ 50 % depuis le début de l'année, soit leur niveau le plus bas en 18 ans (FMI, 2020b) et qui, au moment de la rédaction de cet article, continuent de baisser à un rythme jamais observé auparavant (graphique 3).

Selon la Commission économique de l'Afrique (CEA), les pertes des revenus des combustibles africains sont évaluées à environ 65 milliards de dollars. La CEA estime, selon deux scénarios, que l'impact du

Covid-19 sur les revenus du Nigeria provenant des exportations de pétrole se traduit par une baisse de 14 à 19,2 milliards de dollars (graphique 4), ce qui exerce une pression accrue à la fois sur les recettes budgétaires du Nigeria et sur le naira (monnaie nigériane). En outre, en l'absence de mesures d'assainissement des finances publiques⁴⁷, cette baisse des recettes risque de conduire à l'accroissement du niveau d'endettement de ces pays⁴⁸.



Sur ce, à la lumière de ces évolutions mondiales, le choc de la pandémie Covid-19 expose grandement les pays exportateurs de pétrole d'Afrique subsaharienne à de nombreuses vulnérabilités et aggrave une situation économique déjà difficile.

⁴⁷ Prise de mesures économiques et financières en luttant contre toutes formes de gaspillage (dépenses jugées superflues) y compris contre la fraude, le vol, les détournements, la mauvaise gouvernance et la gestion des fonds publics.

⁴⁸ Commission économique pour l'Afrique. 2020. Le COVID-19 en Afrique : Sauver des vies et l'économie.



IV- IMPACTS SUR LE TRANSPORT MARTIME

Le commerce maritime mondial accuse une baisse de 4,1 % en 2020 en raison des perturbations sans précédent causées par la COVID-19, selon les estimations que la CNUCED⁴⁹ a publié le 12 novembre 2020 dans son *Étude sur les transports maritimes 2020*.

Ce bilan précise que si de nouvelles vagues de la pandémie venaient à nouveau perturber les chaînes d'approvisionnement et les économies, on pourrait alors assister à un déclin plus marqué du secteur. La pandémie a provoqué des ondes de choc sur les chaînes d'approvisionnement, les réseaux de transport maritime et les ports, entraînant une chute des volumes de fret et compromettant les perspectives de croissance.

Selon la CNUCED, les perspectives à court terme du commerce maritime sont plutôt sombres. Prédire l'impact à long terme de la pandémie ainsi que la date et l'ampleur de la reprise du secteur est une tâche jalonnée d'incertitudes⁵⁰.

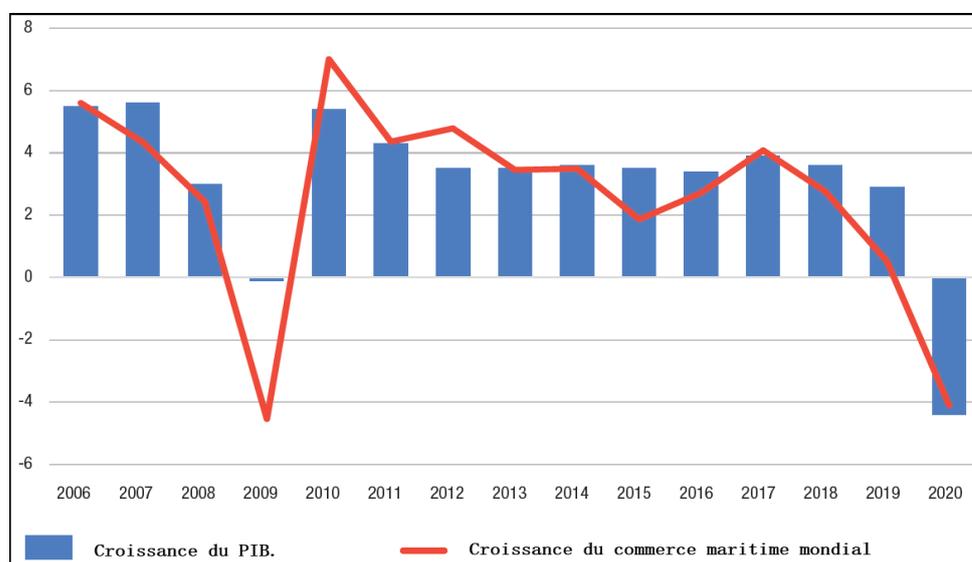
"L'industrie mondiale du transport maritime sera à la pointe des efforts en vue d'une reprise durable, en tant qu'élément essentiel du bon fonctionnement des chaînes d'approvisionnement internationales", a déclaré Mukhisa Kituyi, Secrétaire Général de la CNUCED. "Le secteur doit agir en acteur clé pour adapter la logistique "en flux tendu de manière efficace et être prêt à faire face en cas de crise", a-t-il ajouté⁵¹.

⁴⁹ Commission des Nations Unies pour le commerce et le développement créée en 1964.

⁵⁰ Bilan 2020 CNUCED, ibidem. Voir aussi le site : www.unctad.org

⁵¹ CNUCED Étude sur les transports maritimes 2020, La pandémie ébranle le transport maritime mondial et les chaînes d'approvisionnement qu'il dessert. La CNUCED prévoit un retour à des taux de croissance positifs en 2021.

Graphique 5 : Développement du commerce maritime international et de la production mondiale, 2006-2020.



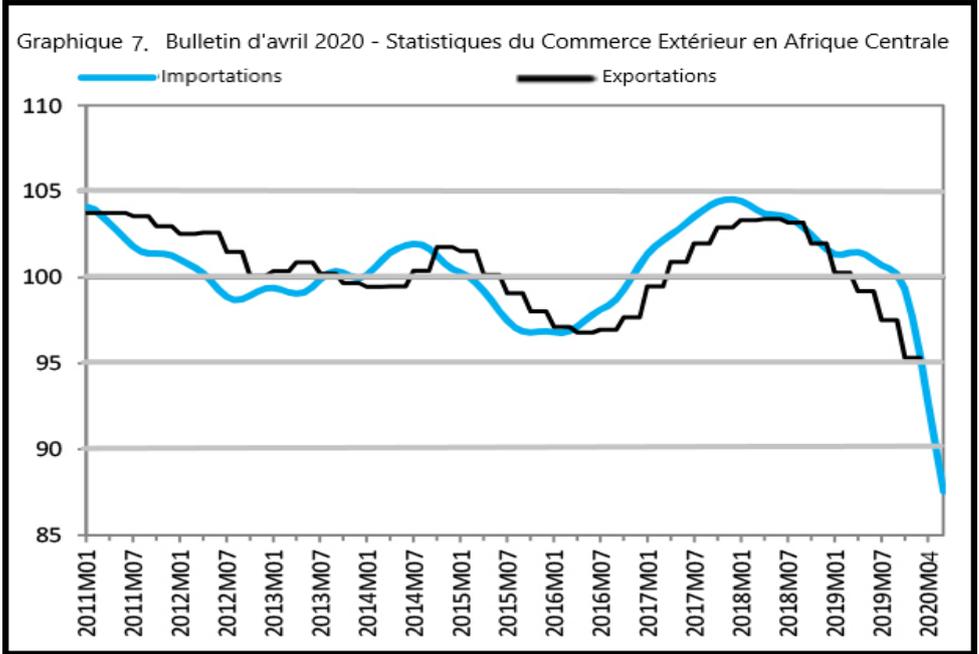
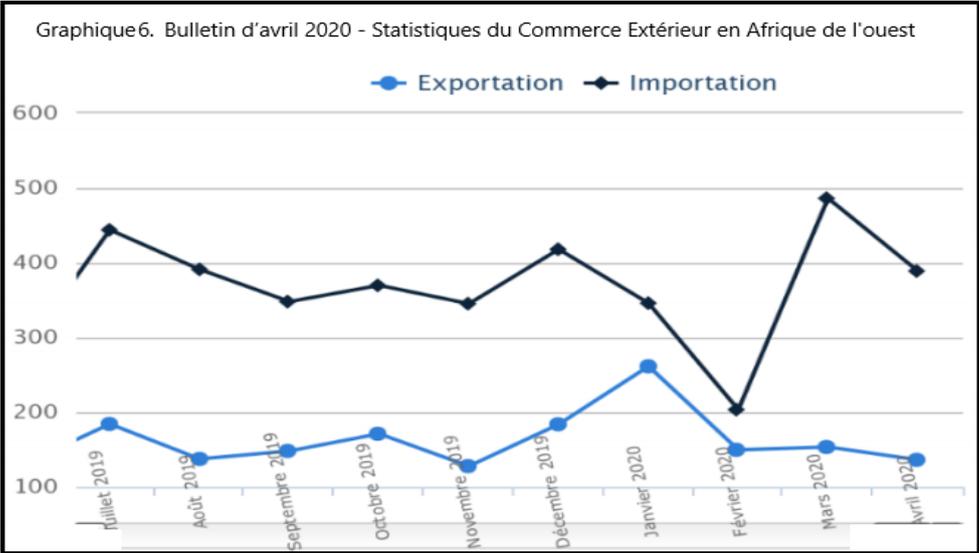
En Afrique de l’ouest, les exportations enregistreraient en 2020 une baisse de 18 % contre une hausse de 9% en 2019. Les importations accuseraient une baisse, estimée à 16% en 2020 contre une hausse de 6% en 2019 (source BCEAO, 2020). La croissance de la sous-région subirait également les perturbations causées par les mesures de couvre-feu, de restriction des déplacements et regroupement et de fermeture des frontières terrestres, maritimes et aériennes. Cela entraînerait d’une part, une diminution de la participation au marché du travail, une sous-utilisation des capitaux, et des impacts à long terme sur la productivité et, d’autre part, une baisse de la demande domestique avec des conséquences directes sur le secteur du commerce dont les prévisions tablent sur un repli global de l’activité de l’ordre de 17%. Ce recul de l’activité du commerce se traduirait par une baisse des marges générées par les commerçants sur les produits de plusieurs secteurs d’activité. Cette évaluation faite sur ces quelques pays de l’Afrique occidentale, montrent à quel point ladite crise sanitaire a impacté le trafic maritime de cette sous-région. Alors, qu’en est-il de ces conséquences dans le même secteur en Afrique centrale ?

Quant à l’Afrique centrale, les réalités sont quasiment identiques, les données présentent une baisse d’importations dans un ordre de 35,6% en 2020 contre 18,2% en 2019⁵², une baisse d’activité des produits miniers et hydrocarbures⁵³ (graphique 2) surtout

⁵² Banque africaine de développement (2020), Programme d'Appui aux Réformes Économiques et Financières en Afrique, post covid19.

⁵³ Atlantic Council. 2020. Tough times ahead for African oil producers.

d'exportations de bois à cause de l'arrêt des activités dans le secteur⁵⁴, le durcissement et la multiplication des contrôles frontaliers, l'annulation de 50% des départs des navires marchands lors du 1^{er} trimestre 2020, une quarantaine de 14 jours des équipages des navires avant l'entrée sur un territoire national et autres surcoûts liés aux mesures de lutte contre la propagation de la maladie qui ont entraîné des dysfonctionnements dans les chaînes logistiques⁵⁵.

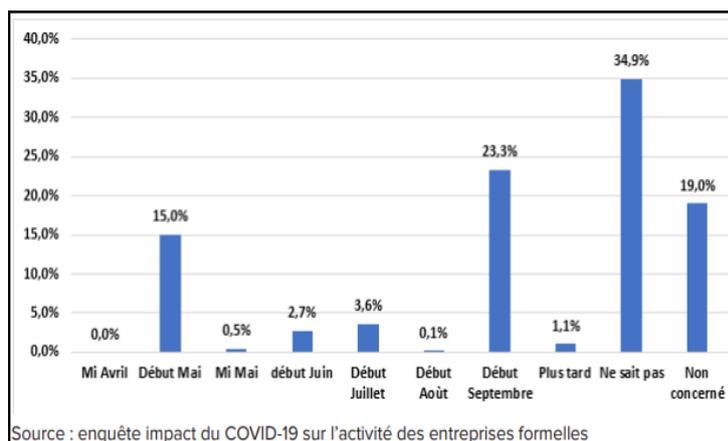


⁵⁴ OCDE (2020), L'Afrique face au Covid-19 : implications socio-économiques régionales et priorités politiques.

⁵⁵ PNUD (2020), Bilan post covid19 : Plan d'appui du SNU à la résilience et au relèvement socio-économique.

Cependant, sur l'hypothèse d'une reprise de la production économique mondiale, la CNUCED prévoit un retour à des taux de croissance positifs en 2021, avec une expansion de 4.8% du commerce maritime international. Mais elle souligne aussi qu'il sera nécessaire que le secteur du transport maritime anticipe les changements⁵⁶ pour s'adapter au monde nouveau qui émergera après la pandémie.

Graphique 8. Répartition des entreprises selon l'estimation de la reprise des activités dans la sous-région



⁵⁷ *Réponses à la pandémie* : Au plus fort de la crise, la chute des volumes est venue aggraver le déséquilibre structurel déjà caractéristique du secteur. Dès lors, les opérateurs de porte-conteneurs se sont avérés plus disciplinés, misant sur la rentabilité plutôt que sur leurs parts de marché⁵⁸. Ils ont ainsi

réduit la capacité de charge déployée et minimisé les coûts⁵⁹. Par conséquent, les taux de fret maritimes ont été maintenus à des niveaux stables en dépit d'une baisse de la demande. Pour les expéditeurs, les stratégies introduites par les armateurs ont entraîné une réduction de la capacité de transport offerte ainsi que des retards dans les délais de livraison.

Pour faire face aux perturbations liées à la pandémie⁶⁰, les acteurs du secteur maritime ont procédé à des ajustements dans leurs opérations, leurs finances, leurs protocoles sanitaires et sécuritaires ainsi que dans leurs méthodes et procédures de travail. En outre, plusieurs gouvernements, par l'intermédiaire de leurs agences de contrôle aux frontières, de leurs autorités portuaires et de leurs administrations douanières, ont engagé des réformes pour maintenir la fluidité des échanges commerciaux tout en assurant la sécurité des personnes.

⁵⁶ Le secteur maritime ne doit pas attendre dans son hibernation à subir la dégradation de la situation qui est déjà assez complexe, il faudrait penser à envisager et prévoir des changements pour s'adapter au contexte actuel dans le but d'améliorer cette situation critique pour espérer un fonctionnement prompt à la normale.

⁵⁷ Le graphique 11 montre que 24,4% des entreprises du secteur formel devaient reprendre leurs activités à partir de début septembre 2020, tandis que 21,9% des entreprises s'attendaient à ce que cette reprise se produise avant début septembre 2020. Toutefois, nombreux sont les chefs d'entreprise qui estiment ne pas avoir de visibilité (34,9%). Une analyse de la reprise d'activité par secteur révèle que la plupart des entreprises du transport et de l'entrepôt (39,75%) avaient anticipé une reprise plus rapide en mai 2020 que celles des autres secteurs. Ensuite, se positionnent certaines industries de l'agroalimentaire (43,17%) et celle du secteur primaire (42,85%) qui estimaient que les activités reprendraient début Juin 2020 mais cela se fait timidement. Par ailleurs, les entreprises du secteur primaire (74,17%) et de l'hébergement et de la restauration (72,9%) n'ont aucune visibilité quant à une éventuelle reprise des activités.

⁵⁸ Au fur et à mesure que la crise s'accroissait, le volume exploité baissait et cela a aggravé ou affaibli les structures en place. Mais cette situation a permis aux entrepreneurs qui gèrent le secteur des ports conteneurs d'être plus rigoureux et se sont focalisés sur les bénéfices/profits à gagner (des marchés déjà engagés) que sur la recherche effrénée ou que sur la lutte de trouver d'autres marchés.

⁵⁹ Pour régler leur problème, ils ont réduit le nombre de personnel ou le dispositif des équipements d'exploitation /engins pour diminuer les coûts d'exploitation (entretien).

⁶⁰ Azeroual, F. 2020. Economies africaines post Covid-19 : au-delà de l'émotion, des politiques économiques audacieuses.

"Les agents aux frontières, les employés portuaires et les douaniers jouent un rôle crucial pour maintenir les flux commerciaux, en nous aidant à traverser la crise", a déclaré Dr Kituyi. "Il sera important d'évaluer les meilleures pratiques qui émergeront de leurs expériences pour renforcer la facilitation des échanges dans les années à venir".

V- Conclusion.

Pour conclure cet article, lorsque la pandémie COVID-19 a fait son apparition en Afrique en mars 2020, le contexte socio-économique et le trafic maritime des pays de la sous-région ont été marqués par la persistance d'une récession multidimensionnelle. La pandémie a eu sur l'économie mondiale des impacts dont la transmission s'est faite à travers des canaux internationaux (commerce international, prix du pétrole et financement international, etc.) relayés par des canaux sous régionaux et nationaux (finances publiques, canal sanitaire et mesures d'endiguement, chocs d'offre et de demande internes, etc.).

Au plan macroéconomique, la COVID-19 a pour effets d'accentuer la récession du PIB prévu en 2020 et de remettre en cause les légers progrès de chaque pays de la sous-région enregistrés lors des années antérieures. Au plan sectoriel, une baisse d'activité a été constatée dans la plupart des branches, notamment dans les entreprises exerçant des activités classées par le Gouvernement dans la catégorie formelle, avec pour corollaires la mise en chômage technique de nombreux employés et une baisse de revenu. Au niveau du secteur informel, c'est plus souvent une interruption d'activité qui a été enregistrée avec une incidence plus accentuée sur les revenus. Dans les domaines de l'agriculture et de la sécurité alimentaire, la flambée des prix des denrées alimentaires de première nécessité a accru la vulnérabilité de nombreuses familles déjà en situation de malnutrition chronique, le tout accentué par la faiblesse de l'offre alimentaire qui ne couvre la demande nationale que par des importations massives de denrées diverses de certains pays de la sous-région.

Au niveau des secteurs sociaux, la pandémie a eu comme impacts, en plus des coûts directs liés à l'atténuation de la propagation de la maladie et au traitement des personnes infectées, une baisse importante de la fréquentation des services de santé, la perturbation de certains programmes de santé, l'interruption de l'apprentissage pour la majorité des élèves et étudiants, l'érosion du pouvoir d'achat des ménages, l'amplification des violences basées sur le genre, l'accentuation du poids des tâches domestiques et de l'iniquité dans la répartition du travail. Dans le domaine des entreprises du transport maritime, comme impacts il s'agit du ralentissement du débarquement des marchandises en raison des contrôles sanitaires obligatoires des bateaux, de la réorganisation des horaires de travail, du coût élevé de la protection sanitaire dans la manutention en raison des effectifs, des difficultés

d'approvisionnement en thermo flashes et kits sanitaires, des tensions de trésorerie des transitaires suite à la diminution des facilités de règlement de la douane et du trésor public, de l'augmentation des frais de magasinage et surestaries pour les clients, de la baisse du chiffre d'affaires liée au trafic international de marchandises et des flux des marchandises.

Sur ce, la pandémie COVID-19 place les gouvernements face à trois défis globaux : à court terme le défi de l'atténuation des impacts immédiats de la pandémie tant que celle-ci perdure, à moyen terme le défi d'une gouvernance favorable à la mise en œuvre efficace des mesures d'urgence de riposte et du plan de relèvement post-COVID, à long terme le défi relatif à l'anticipation du futur en vue de construire des sociétés et des économies résilientes à travers le monde.

BIBLIOGRAPHIE.

African Union. 2020. Impact of The Coronavirus (COVID 19) On The African Economy, p. 13-16.

Atlantic Council. 2020. Tough times ahead for African oil producers, 37p.

Arezki, R & Nguyen, H. 2020. Faire face à un double choc : Covid-19 et prix du pétrole. Banque mondiale, p. 56-59.

Augé, B. 2020. Coronavirus : un nouveau désastre à prévoir pour les pays pétroliers du golfe de Guinée. *Policy Brief, Policy Center for the New South.*, p. 98-102.

Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie (ANSD Sénégal, 2020), Enquête sur les Conditions de Vie des ménages, enquête.

Africa Pulse, Banque mondiale, bâtir de véritables politiques de relance économique post covid19 en Afrique subsaharienne (avril 2020).

Association des Métiers de la Musique du Sénégal, enquête déc. 2020.

ANDRIANARISON F., NGUEM E. (2020), Effets socio-économiques potentiels du Covid-19 au Cameroun. Une évaluation sommaire, 16 p.

Banque africaine de Développement. 2020. Perspectives économiques en Afrique 2020-Former la main-d'œuvre africaine de demain.

Banque mondiale 2020, la pandémie du Covid-19 (coronavirus) entraîne l'Afrique subsaharienne vers sa première récession depuis 25 ans. Communiqué de presse.

Blazquez-Lopez, T. 2020. COVID-19 and an Oil Price Collapse: Impact on Energy Security in Africa – Challenges and Opportunities. April 22, 2020, p. 88-93.

Bloomberg 2020, Nigeria's Banner Oil Hits \$12, Millions of Barrels Remain Unsold. Retrieved from: <https://www.bloombergquint.com/business/nigeria-s-banner-oil-hits-12-millions-of-barrels-remain-unsold-on-22-april-2020>.

British Petroleum (BP). 2019. Statistical Review of World Energy – All Data 1965-2018, p. 101-111.

BEAC (2014), rapporté dans CNUCED, Examen de la politique de l'investissement de la République du Congo, Genève, décembre 2014, 66 p.

Boukoulou H. (2018), Note technique : projet de création de l'agence de développement du secteur agricole et rural au Congo, FAO, Brazzaville.

Bitsoumanou J., Martin G. (2020) L'impact de la crise de Covid-19 sur les systèmes alimentaires locaux du Congo et la réponse des institutions, FAO, Rome, p. 16-22.

Boukoulou H. (2018), Investissements dans le secteur agricole et sécurité alimentaire : cas du Congo, FAO/BSRAC, Libreville.

BOURSE F. (2020), Crise du Covid-19: quels scénarios pour les 18 prochains mois ? Éd. Futuribles, p. 43-54.

Banque africaine de développement (2019), Programme d'Appui aux Réformes Économiques et Financières, novembre 2020.

Banque africaine de développement (2020), Perspectives économiques au Congo, Abidjan.

Banque mondiale (2020), Bilan post covid19 sur l'analyse de la pauvreté, l'éducation, l'emploi et la protection sociale pour une réduction durable de la pauvreté.

Calderon, C; Kambou, G; Zebaze Djiofack, Ca; Korman, V; Kubota, M; Cantu Canales, C. 2020. Africa's Pulse: An Analysis of Issues Shaping Africa's Economic Future. World Bank, Washington, DC, p 133-146. <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/33541>.

Commission économique pour l'Afrique. 2020. Le COVID-19 en Afrique : Sauver des vies et l'économie, 22 p.

Center for Global Development (CGD) & Centre de recherche pour le développement économique et social (CRDES), 2020 Sénégal, enquête.

CNSEE (2020), Enquête sur l'emploi et le secteur informel au Congo.

CEMAC (2020), Programme des réformes économiques et financières de la CEMAC, 16 p.

Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (avril 2020), le Covid-19 en Afrique. Sauver des vies et l'économie 88 p.

Deloitte. 2020. COVID-19: Nigeria rolls out various regulatory and fiscal measures to provide relief p. 37-39.

FMI, (Avril 2020) Bilan sur la stabilité financière dans le monde.

FMI, 2020, Perspectives économiques régionales, Afrique subsaharienne. Covid-19 : une menace sans précédent pour le développement.

FAO 2020, Bilan insécurité alimentaire pour les ménages démunis en Afrique : impacts covid19.

FAD (2018). Etude du secteur agricole par le Fonds Africain pour le développement, 44-48.

Feintrenie, L. (2014), Agro-industrial plantations in Central African, risks and opportunities, Biodiversité and conservation, 23(6), 157-189.

FAO 2020, Brazzaville (2018). Analyse de l'impact socio-économique des principaux produits forestiers non-ligneux (PFNL) sur l'économie des ménages et l'économie nationales.

Institut National de Santé Publique (2020), Covid-19, la résilience et la cohésion sociale des communautés pour favoriser la santé, Résultat global de l'enquête sur les impacts.

INS, UNICEF (2020), Analyse de la pauvreté multidimensionnelle en Afrique.

International Energy Agency (IEA). 2020a. Oil Market Flagship Report- February-april.

International Monetary Fund (IMF). 2020a. World Economic Outlook – Chapter 1: The Great Lockdown.

International Monetary Fund (IMF). 2020b. Regional Economic Outlook – SubSaharan Africa: COVID-19: An Unprecedented Threat to Development.

Journal Le Monde Afrique Cameroun, l'économie camerounaise durement touchée par la pandémie, publié par Christian Eboulé, le 17 août 2020.

LY, M. & Azeroual, F. 2020. Economies africaines post Covid-19 : au-delà de l'émotion, des politiques économiques audacieuses. *Policy Brief. Policy Center for the New South*. p. 26-37

LADNER J., GIARD J. (2020), La pandémie de Covid-19 : une opportunité pour développer la formation en santé mondiale, Rouen, 12 p.

Ministère de l'économie du plan et de la coopération du Sénégal, enquête.

Ministère de la Santé et de l'Action sociale, Sénégal, enquête.

Ministère du Plan, de la Statistique et de l'Intégration régionale, République du Congo, les comptes nationaux (sept. 2020), enquête.

Ministère de l'économie forestière : Politique forestière nationale 2014-2025 (Congo), enquête.

Ministère des PME (2020), Recensement des très petites, petites, moyennes entreprises et de l'artisanat au Congo.

Ministère de l'Économie, de l'Industrie et du Portefeuille public (2020), Évolution macroéconomique en 2019 et perspectives pour 2020, Comité de cadrage macroéconomique, Brazzaville, avril.

OIT, 2020, Observatoire de l'OIT: le COVID-19 et le monde du travail : impacts et réponses. Deuxième édition Estimations actualisées et analyses.

OFOUÉMÉ-BERTON Y. (2019), "L'approvisionnement en eau des populations rurales au Congo Brazzaville", Les cahiers d'Outre-Mer no 249, p. 86-89.

OMC, juillet 2020, Examen statistique du commerce mondial.

OCDE (2020), L'Afrique face au Covid-19 : implications socio-économiques régionales et priorités politiques.

PAI (2020), Réduire les impacts du Covid-19 sur la santé et les droits sexuels et reproductifs dans les pays à faible et moyen revenu, un appel à l'action de la société civile, Washington.

PAM bilan 2020/Analyse Globale de la Sécurité Alimentaire et de la Vulnérabilité (AGSAV).

PNUD (2020), post Covid-19, réponse intégrée du Pnud : préparation, riposte, relèvement, New York.

PNUD (2020) : Plan d'appui du SNU à la résilience et au relèvement socio-économique.

Rystad. (2020). It Was Time for Africa: Now Covid-19 And Cheap Oil Are Set to Hit New Projects and Slash State Budgets 28 p.

Roser, Ritchie, Ortiz-Ospina, & Hasell, J. 2020. Coronavirus Disease (COVID-19) Statistics and Research. Our World in Data. Oxford Martin School, University of Oxford, 146 p.

République du Congo (avril 2020), Loi de finances rectificative pour l'année 2020.

République du Congo (2019), Parlement, Loi no 42 - 2019 du 30 décembre 2019 portant loi de finances pour l'année 2020.

République du Congo (2018), Plan National de Développement 2018-2022.

République du Congo (2016-2019), Stratégie nationale et plan directeur du développement durable du tourisme.

TCHANA TCHANA F. (2019), République du Congo, revue de la gestion des dépenses publiques et de la responsabilité financière (PEMFAR), Études économiques et sectorielles, Banque mondiale.

Temple L., Casadella V. (2020), Politiques et modèles d'innovation en Afrique, Technologie innovation p 19-22.

UNICONGO (avril 2020), Crise du corona- virus (Covid-19) en République du Congo : impact économique et social sur les entreprises d'UNICONGO.

UNICONGO (2020) – Impact de la COVID-19 sur les entreprises congolaises – édition du 5 mai 2020.

UNICONGO (2020), Crise du Coronavirus (Covid-19) en République du Congo : récapitulatif des mises en chômage technique dans les entreprises affiliées à UNICONGO.

UNICONGO Journal : Eco n°17, Avril 2020, « Les potentialités naturelles du Congo » post covid19.

Union Africaine, Commission Africaine de l'Énergie (mai 2020), L'impact du Covid-19 sur les marchés pétroliers, Addis Abeba, 31 p.

UNDP (2020), Covid-19 and human development: assessing the crisis, envisioning the recovery, Human development perspectives, New York.

UN Moldova (2020), Covid-19 socio-economic response and recovery plan.

Sites : WEOUpdateJune2020, www.imf.org ; www.who.int/covid-19/information
www.imf.org/imf-and-covid19 ; www.lemonde.fr ; www.jeuneafrique.com ;
www.voaafrique.com ; www.sante.gou.cg